

départ sur le fait que la question ne peut être réglée par de simples remises de dettes qui ne s'inscriraient pas dans le contexte plus vaste d'une réforme des politiques. Une remise de dette ne peut offrir qu'un soulagement temporaire. À long terme, la différence pourrait résider dans des pratiques commerciales équitables, dans un retour des capitaux en fuite, dans l'accès à des capitaux d'investissement assortis de taux d'intérêt raisonnables, dans l'aide au transfert de technologies qui respectent l'environnement, dans la démilitarisation et dans la limitation du commerce international des armements. Il faut donc trouver des moyens d'intégrer ces questions à une solution globale du problème de l'endettement.

Nous voici à un tournant prometteur mais encore précaire de l'histoire qui nous amène à nous demander si le renversement de l'ordre qui s'est instauré après la guerre sur le plan de la sécurité politique ne doit pas s'accompagner aussi d'une redéfinition et d'une restructuration de l'ordre économique. Le Sous-comité n'a pas l'intention de proposer un modèle de *perestroïka* aux institutions créées par les accords de Bretton Woods (Banque mondiale, Fonds monétaire international et GATT), mais il est convaincu qu'il faut procéder à des ajustements structurels ici même, et non pas seulement dans les pays en développement. Cet ajustement ne doit pas reposer sur quelque idéal inaccessible mais être considéré comme une nécessité concrète pour l'avenir de la planète.

Rien ne peut remplacer l'action politique concertée des principaux gouvernements du monde développé. Le Canada est un membre respecté de ce groupe et un membre actif de nombreuses organisations internationales. Il siège au Conseil de sécurité des Nations Unies. M. Michael Wilson, ministre des Finances, préside maintenant l'important comité consultatif des politiques du conseil d'administration du FMI. Le temps est venu pour le Canada de tirer le plus grand parti possible de sa position et de son influence internationales. **Au delà des mesures liées à telle ou telle question, le Sous-comité presse le Canada de rallier d'autres gouvernements à l'idée d'une conférence internationale sur l'endettement et sur un ajustement mondial durable. Cette conférence devrait viser à amener tous les pays, pas seulement les pays pauvres et endettés, à revoir leur politique dans le cadre d'engagements négociés. Les recommandations qui suivent définissent les principes et l'orientation qui devraient guider selon nous ce processus de réforme mondiale. Nous voulons ainsi affirmer l'importance que le Comité attache à l'initiative canadienne dans la recherche de solutions complètes à une crise mondiale qui nous touche tous.**